

Arrêté du 3 mars 2006

Arrêté du 3 mars 2006
relatif aux règles de l'air et
aux services de la circulation aérienne
(JO du 3 mai 2006, page 6556)

NOR EQUA 0501901A

Modifié par : *
arrêté du 22 août 2006
(J.O. du 14 septembre 2006 page 13534)
Modifié par arrêté
du 18 juillet 2008
(JO Edition N° 0186 du 10 août 2008)

Le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, et le ministre de l'outre-mer,

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale du 7 décembre 1944, ensemble les protocoles qui l'ont modifiée, et notamment le protocole du 24 septembre 1968 concernant le texte authentique trilingue de ladite convention publiée par le décret n°69-1158 du 18 décembre 1969 ;

Vu le code de l'aviation civile et notamment les articles D.131-1 à D.131-10 ;

Vu l'accord du directoire de l'espace aérien, en date du 6 février 2006,

Arrêtent :

Art. 1^{er} :

Sont fixés¹ :

- en annexe 1 au présent arrêté, les règles de l'air ;
- en annexe 2 au présent arrêté, les services de la circulation aérienne.

Art. 2 - Jusqu'au 31 décembre 2007, dans une portion définie d'espace aérien contrôlé, des dérogations à la fourniture du service de contrôle peuvent être accordées de façon permanente ou temporaire par l'autorité compétente des services de la navigation aérienne à certains vols d'aéronefs dont le caractère particulier rend impossible, pour l'organisme de contrôle de la circulation aérienne, la fourniture à ceux-ci de l'ensemble des services prévus dans la classe de l'espace considéré. Lorsque de telles dérogations sont accordées, les services rendus correspondant à la classe d'espace considérée continuent à être rendus aux aéronefs qui ne sont pas bénéficiaires de ces dérogations.

Art. 3 – Jusqu'au 31 décembre 2007, en dérogation au présent arrêté, restent valables les lettres d'accord entre les autorités compétentes de l'aviation civile et de la défense signées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et définissant des procédures complémentaires dans certaines régions ou zones de contrôle dans lesquelles les services de la circulation aérienne sont rendus simultanément à la circulation aérienne générale et à la circulation aérienne militaire par un organisme de contrôle de la circulation aérienne militaire et dans lesquelles la cohabitation et la densité des deux types de circulation le nécessitent. Jusqu'à cette échéance, ces zones sont appelées « régions de contrôle spécialisées » ou « zones de contrôle spécialisées » (selon le cas S/CTA, S/CTR, S/TMA, etc.).

Art. 4 – L'arrêté du 20 juin 2001 relatif au vol de nuit en avion selon les règles de vol à vue et l'arrêté du 18 mars 1982 concernant les dispositions relatives au vol en formation en circulation aérienne générale sont abrogés.

Art. 5 – Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Art. 6 – Le présent arrêté est applicable à la Polynésie française, à la Nouvelle Calédonie, à Wallis et Futuna et à Mayotte.

¹ Les annexes au présent arrêté font l'objet d'une publication au Journal officiel de ce jour, édition des Documents administratifs n°3 du 3 mai 2006, elles sont modifiées par l'arrêté du 18 juillet 2008.

* Nous attirons votre attention sur le fait que les dates de publication des arrêtés ne correspondent pas à leur date de mise en vigueur.
Veuillez consulter le Journal Officiel pour en prendre connaissance.

Arrêté du 3 mars 2006

Art. 7 – Le directeur général de l’aviation civile et le directeur des affaires économiques, sociales et culturelles de l’outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 mars 2006

Le ministre des transports,
de l’équipement, du tourisme et de la mer,

Le ministre de l’outre-mer,